

Le mois

Élections du 10 février 2009 Effondrements israéliens

PASCAL FENAUX

Le scrutin anticipé du 10 février 2009 a largement confirmé les tendances dégagées en novembre 2008 dans ces colonnes¹ : l'éclatement croissant du champ politique israélien, l'irrésistible marginalisation de l'Avoda (Parti travailliste) et la popularité des listes d'extrême droite. Ces tendances ont été exacerbées par l'opération Plomb forgé lancée par la coalition sortante contre le Hamas dans la bande de Gaza entre le 27 décembre et le 17 janvier.

Avec un total de 25 %, la « gauche » israélienne² est balayée et Ehoud Barak restera dans l'histoire pour avoir infligé au mouvement travailliste sa pire défaite, le parti des pères fondateurs de l'État d'Israël n'obtenant que 10 % des voix³. Le nouveau glissement à droite⁴ est tout aussi ma-

nifeste, avec un total de 52 % des suffrages exprimés. Si le Likoud nationaliste et conservateur de Binyamin Netanyahou recueille 21 % des suffrages, les trois listes d'extrême droite et ultranationalistes enregistrent un succès sans précédent avec 18 % des voix, tandis que les partis ultra-orthodoxes obtiennent 13 % des voix. En définitive, bien qu'ayant coiffé sur le poteau son frère ennemi du Likoud en obtenant 23 % des suffrages, le parti Kadima (centre-droit) de Tzipi Livni sera d'autant plus incapable de former un gouvernement de coalition qu'il n'est pas dans son intention (ni dans celle d'aucun parti de gouvernement, d'ailleurs) d'entamer des négociations avec les partis arabes.

Si l'on fait abstraction des suffrages enregistrés au sein de ce que l'usage local continue d'appeler en hébreu les « minorités » (*me'outim*), c'est-à-dire la minorité arabe d'Israël, le énième glissement à droite observé au sein de la majorité juive ou hébraïque (80 % de la population israélienne) est d'autant plus patent. Dans le seul « secteur » juif, le bloc des droites (droite nationaliste conservatrice, extrême droite ultranationaliste et ultra-orthodoxie) recueille 57 % des voix, le centre-droit, 25 % et la « gauche », 17 %.

Comment expliquer le maintien d'un parti centriste Kadima qui ne perd qu'un siège par rapport au scrutin du 28 mars 2006, alors que beaucoup pensaient que ce parti créé par des transfuges du Likoud nationaliste et quelques transfuges de l'Avoda travailliste (dont Shimon Pérès) ne survivrait pas longtemps à la disparition politique de son fondateur Ariel Sharon en

1 Pascal Fenaux, « L'interminable atomisation du champ politique israélien », *La Revue nouvelle*, novembre 2008.

2 Traditionnellement, on situe à gauche de l'échiquier politique israélien le Parti travailliste, le Meretz social-démocrate, le Front démocratique (cartel ex-communiste, majoritairement arabe) et les listes arabes présentées par les Palestiniens citoyens d'Israël.

3 Les résultats électoraux cités dans cet article proviennent des sites hébreux <www.ynet.co.il> (*Yediot Aharanot*), <www.politico.co.il> (*Ha'Aretz*) et <http://www.knesset.gov.il> (Parlement israélien).

4 De façon tout aussi traditionnelle, on situe à droite le Likoud (Union, nationaliste), Israël Beiteinou (Israël Notre Foyer, extrême droite russophone), Ha-Ihoud Ha-Léoumi (L'Unité nationale, extrême droite nationaliste), Ha-Bayit Ha-Yehoudi (Le Foyer juif, extrême droite nationaliste religieuse), Shas (Gardiens séfarades de la Torah, ultra-orthodoxie séfarade et orientale) et Yahadout Ha-Torah (Judaïsme de la Torah, ultra-orthodoxie ashkénaze).

janvier 2006, aux affaires de corruption à l'origine de la démission du Premier ministre Ehoud Olmert et à l'incapacité de sa dauphine Tzipi Livni à lui succéder à la tête d'un gouvernement remanié? De même, comment expliquer l'effondrement du Parti travailliste, lequel n'aura pas bénéficié longtemps du bref regain de popularité de son chef, le ministre de la Défense Ehoud Barak, parrain politique⁵ d'une opération Plomb forgé préparée de longue date par l'état-major de l'armée israélienne?

Les réponses à ces questions sont multiples. Une première façon d'y répondre est de se référer à des contingences de court terme. Ainsi, au terme d'une campagne électorale sans relief, sans âme et sans enjeu clairement assumés, de nombreux reports de voix ont été observés entre de nombreux partis et, comme l'estiment de plus en plus d'analystes, les électeurs israéliens, longtemps enclins à voter pour leurs « tribus » et les partis « sectoriels », se sont ravisés dans les derniers jours en décidant de « voter utile » et en accordant leurs suffrages aux partis les plus susceptibles de barrer la route à des candidats jugés inopportuns.

Concrètement, la déculottée historique de l'Avoda travailliste et le ressac sans doute fatal du petit Meretz social-démocrate ont été entre autres précipités et aggravés par la peur de nombreux électeurs des classes moyennes et supérieures éduquées (qui constituent traditionnellement le vivier électoral de ces formations) d'assister à un raz-de-marée du Likoud de Binyamin « Bibi » Netanyahu et d'Israël Beiteinou, le parti originellement russophone et d'extrême droite d'Avigdor « Yevett » Lieberman⁶. En clair, des centaines de milliers d'électeurs de l'Avoda et du Meretz ont décidé de faire barrage à ce bloc ultranationaliste en votant pour le parti Kadima. La ventilation des suffrages au sein du « secteur » des kibboutzim est à cet égard édifiante. Dans ces anciens villages semi-coopératifs long-

temps acquis à l'Avoda travailliste et au Meretz, c'est Kadima qui, lors du scrutin du 10 février 2009, est arrivé en tête avec 31 % des suffrages, contre 30 % pour l'Avoda et 18 % pour le Meretz.

Ce faisant, ces électeurs ont renforcé un phénomène déjà observé en 2006 et qui avait vu le parti Kadima brasser les suffrages de centaines de milliers d'électeurs issus de classes moyennes ashkénazes et urbaines jusqu'alors majoritairement acquises au vieux Parti travailliste⁷. Ce phénomène s'explique aussi par une campagne de communication plus offensive chez Kadima, ainsi que par l'illisibilité et l'inaudibilité du discours des dirigeants travaillistes. Enfin, grâce à ces transferts de voix de la gauche et du centre-gauche vers le parti de centre-droit Kadima, ce dernier a compensé pour partie le retour d'une partie de ses propres électeurs vers la maison-mère, le Likoud, rassurés par le très relatif « recentrage » de Binyamin Netanyahou au cours de la campagne.

Par un certain effet domino, le parti d'extrême droite Israël Beiteinou aurait lui-même récupéré une partie des suffrages du courant ultranationaliste du Likoud, courant ulcéré par le « recentrage » des ténors de la vieille formation nationaliste et conservatrice fondée en 1974 par Menahem Begin et Ariel Sharon. Ce faisant, la formation d'Avigdor « Yevett » Lieberman est parvenue à recueillir des voix bien au-delà de son traditionnel vivier russophone ultranationaliste. En définitive, outre l'Avoda travailliste, l'autre perdant du scrutin du 10 février est donc le Likoud de Binyamin Netanyahou, lequel ne parvient pas symboliquement à reprendre sa place de premier parti politique israélien, ni à tailler des croupières aux frères ennemis de Kadima. Mais, vu le rapport de forces entre grands blocs politiques et l'effondrement travailliste, il est néanmoins probable que le futur titulaire de la présidence du Conseil soit Netanyahou.

5 Pascal Fenaux, « Partie de campagne à Gaza », *La Revue nouvelle*, janvier 2009.

6 Shahar Ilan, « L'effet Lieberman a dévasté la gauche au profit de Kadima », *Ha'Aretz*, 12 février 2009.

7 Pascal Fenaux, « L'interminable atomisation du champ politique israélien », *La Revue nouvelle*, novembre 2008.

Cela dit, ces contingences de court terme ne peuvent suffire à expliquer une telle volatilité des suffrages israéliens. Si les électeurs ont pu papillonner aussi aisément d'une liste à une autre, c'est aussi que les nuances politiques entre ces partis politiques ne sont plus suffisamment claires et affinées que pour capter durablement des loyautés électorales. Certes, le champ politique bascule à droite. Mais, dans le même temps, il existe un continuum évident entre le centre-gauche incarné par l'Avoda travailliste, le centre-droit incarné par Kadima et le courant « raisonnable » du Likoud de droite. D'une part, depuis février 2001, ces partis ont tous peu ou prou cohabité dans les mêmes gouvernements de coalition et ont été à la manœuvre dans le gel du processus diplomatique israélo-palestinien, la marginalisation de l'Autorité palestinienne et la poursuite de la colonisation de peuplement. D'autre part, les nuances entre ces partis sont difficiles à cerner sur la question israélo-palestinienne⁸. Ainsi, même s'il ne l'évoque que du bout des lèvres et en ne voulant y voir qu'une sorte d'entité administrative et économique aux frontières floues et provisoires, le Likoud ne s'oppose plus explicitement à un État palestinien. De même, Kadima est le seul parti à prôner un affrontement avec les colons résistant à l'évacuation des colonies « sauvages », étant donné qu'Ehoud Barak et Binyamin Netanyahu refusent catégoriquement de se confronter aux idéologiques. C'est du moins la ligne commune qu'ils ont défendue pendant la campagne.

L'autre enseignement de ce scrutin est, faut-il le répéter, la complète marginalisation de l'Avoda travailliste, un parti qui a, semble-t-il, définitivement perdu toute perspective de reconquérir l'électorat populaire des villes israéliennes. Le *mahapakh* (renversement) de 1977, qui avait vu les travaillistes céder le pouvoir au Likoud après des décennies de domination sur la société juive hébraïque, était l'aboutissement d'un lent processus d'émergence de nouvelles classes

populaires et moyennes juives majoritairement originaires du Maghreb et du Moyen-Orient. Expression des élites bureaucratiques, militaires et industrielles ashkénazes, le Parti travailliste avait été peu à peu délogé des « villes de développement » (villes nouvelles) par un Likoud qui avait eu l'intelligence d'ouvrir ses listes au « second Israël ».

Ce phénomène s'est accentué ces deux dernières décennies, mais davantage dans le sens d'une tribalisation et d'une radicalisation communautaire et nationaliste, et non plus d'une émancipation politique du « nouvel Israël » par rapport au système travailliste. S'il fallait encore se convaincre de la marginalisation inouïe de la gauche israélienne, les chiffres qui suivent sont éloquentes. Dans des villes de développement comme Ofakim, Sdérot, Beer Sheva, Ashdod, etc., les travaillistes et les sociaux-démocrates ne recueillent en moyenne que 6 % des voix, contre 14 % pour le centre-droit et 78 % pour le bloc de droite ! Longtemps, la progression de la droite dans les villes « classiques » et « mixtes », c'est-à-dire dans les villes historiques de l'ancienne Palestine (Jérusalem mise à part) ou dans les villes « juives » fondées sous le Mandat britannique, avait été tempérée par la persistance de formations politiques de tradition libérale et le maintien d'une certaine mainmise travailliste. Mais, depuis la moitié des années nonante, les digues travaillistes n'ont cessé de céder, ce que confirment les résultats du 10 février. Ainsi, la gauche n'y recueille plus que 22 % des suffrages, contre 22 % pour le centre-droit et 53 % pour le bloc de droite.

De façon assez exemplative, Tel-Aviv, métropole atypique, résiste moins mal (mais néanmoins difficilement) à la vague de droite qui a submergé les grandes villes. Si la gauche n'y recueille que 27 % des suffrages, la progression de la droite (36 % des voix) y est amortie par l'excellent score de Kadima (34 %), lequel a clairement bénéficié du vote utile des classes jeunes et « mondialisées ». Dans une interview réalisée en juin 2008, précisément au cœur

⁸ Merav David, « Les grands partis misent sur la sécurité », *Maariv*, 29 janvier 2009.

du quartier Sheinkin de Tel-Aviv, l'écrivain, essayiste et journaliste Igal Sarna⁹ s'expliquait à ce propos en des termes à la fois passionnés et inquiets : « Nous vivons dans une société profondément double. D'un côté, il y a ce qu'on appelle ici "l'État de Tel-Aviv", dynamique, libéral, avec son gros million d'habitants et une jeunesse incroyablement courageuse, curieuse, débrouillarde, émancipée. D'un autre côté, il y a le reste d'Israël, c'est-à-dire l'État d'Israël avec ses six millions de Juifs orientaux, d'Arabes, de [Juifs] russes, etc. Paradoxalement, l'État de Tel-Aviv est un danger pour Israël. Pourquoi ? Non pas à cause de sa liberté, mais bien en raison de sa déconnexion du reste du pays. Les meilleurs de nos jeunes qui le veulent et le peuvent fuient le reste du pays et affluent à Tel-Aviv, laissant le reste du pays s'enfoncer dans la paranoïa, le ressentiment et les guerres tribales. »

Dans les semaines qui viennent, l'on en saura davantage sur les scénarios les plus probables imaginés par les observateurs locaux. Soit le Likoud de Binyamin Netanyahou mettra sur pied un gouvernement de coalition articulé autour d'une tripartite Likoud-Kadima-Avoda. Soit, comme l'espèrent de nombreux intellectuels néoconservateurs, le dirigeant nationaliste optera pour une coalition de droite pure¹⁰ dont l'objectif sera de « résister » à la nouvelle administration américaine. Dans pareille hypothèse, il n'est pas impossible que, en retour et comme le souhaitent d'autres, Kadima et Avoda s'unissent, voire fusionnent à terme au sein d'une grosse formation de centre-gauche¹¹. Mais il est une autre hypothèse : un gouvernement excluant Kadima du pouvoir, le Likoud et l'Avoda s'associant à d'autres au sein d'une coalition dont le principal objectif serait

de détruire le parti centriste et d'en récupérer les électeurs. Quelles que soient les issues de ces scénarios, deux choses risquent d'attendre longtemps encore : la réforme du système électoral israélien et la relance d'un processus diplomatique substantiel¹². ■

12 février 2009

9 Pascal Fenaux (propos recueillis par), « Nous avons fait de ce pays un immense hôpital psychiatrique », *Courrier International*, hors-série, février 2009, p. 47.

10 Mor Altschuler, « Pour une coalition de droite pure », *Yediot Aharonot*, 11 février 2009.

11 Allouf Ben, « Le temps de la fusion est venu », *Ha'Aretz*, 11 février 2009.

12 D'autant que, dans les colonies de peuplement de Cisjordanie, le bloc des droites a recueilli 81 % des suffrages, contre seulement 9 % pour le centre-droit et 3 % pour la gauche...